

Posté par: formations-concours

Publiée le : 11/7/2008 8:22:19

Les techniciens supérieurs territoriaux constituent un cadre d'emplois technique de catégorie B. Ce cadre d'emplois comprend les grades de technicien territorial, technicien territorial principal et technicien territorial chef.

Les techniciens territoriaux sont chargés, sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique, de participer à l'élaboration d'un projet de travaux neufs ou d'entretien, de diriger des travaux sur le terrain ou de procéder aux enquêtes, contrôles et mesures techniques visant à assurer le respect des règles de salubrité. Ils peuvent être, dans certains cas, investis de fonctions d'encadrement de personnels ou de gestion d'un service ou d'une partie de services dont l'importance ne justifie pas la présence d'un ingénieur.

Les techniciens territoriaux conçoivent et font réaliser, soit directement par les services techniques de la collectivité locale, soit par des entreprises, les divers travaux de construction, de rénovation ou d'aménagement des installations techniques de la collectivité. Le technicien assiste l'ingénieur dans la direction des ouvrages ou travaux d'équipements publics en encadrant les équipes de maîtrise.

**Les conditions de participation au concours de technicien supérieur territorial** Tout candidat doit posséder la nationalité française, ou être ressortissant d'un État membre de l'Union Européenne, ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen ; se trouver en position régulière au regard des obligations du service national de l'État dont il est ressortissant ; jouir de ses droits civiques ; ne pas avoir un casier judiciaire (bulletin n° 2) portant des mentions incompatibles avec l'exercice des fonctions ; remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction. Il existe trois concours : un concours externe, un concours interne et un troisième concours.

Chacun des concours de recrutement de technicien supérieur territorial comprend une ou plusieurs spécialités suivantes : ingénierie, gestion technique ; bâtiments, génie civil ; infrastructure et réseaux ; prévention et gestion des risques, hygiène ; aménagement urbain ; paysage et gestion des espaces naturels ; informatique et systèmes d'information ; techniques de la communication et des activités artistiques.

À Lorsque le concours est ouvert dans plus d'une spécialité, le candidat choisit au moment de son inscription la spécialité dans laquelle il souhaite concourir.

Le troisième concours est ouvert à certaines personnes justifiant d'activités professionnelles, continues ou discontinues, d'une durée de quatre années. Il est ainsi ouvert aux personnes sous contrat emploi jeune, contrat emploi consolidé ou contrat emploi solidarité travaillant dans différentes structures publiques ou structures privées, aux salariés du secteur privé, aux élus locaux (quelque soit le mandat) et aux responsables

**TroisiÃ¨me concours** - trois Ã©preuves d&#39;admissibilitÃ© comprennent : une composition de mathÃ©matiques. Cette Ã©preuve porte sur la partie commune des programmes de terminales S et STI en vigueur l&#39;annÃ©e prÃ©cÃ©dant celle du concours, dÃ©finis par arrÃªtÃ© du ministre de l&#39;Ã©ducation nationale. Est supposÃ© connu le contenu des parties communes des programmes de mathÃ©matiques des classes de seconde et de premiÃ¨re du second degrÃ© conduisant au baccalaurÃ©at des sÃ©ries S et STI (durÃ©e 3h00, coef 3) ; la rÃ©daction d&#39;une note, Ã©ventuellement assortie de propositions, Ã©tablie Ã partir de l&#39;analyse d&#39;un dossier remis au candidat, tenant compte du contexte technique, juridique ou financier liÃ© Ã ce dossier. Ce dossier porte sur la spÃ©cialitÃ© au titre de laquelle le candidat concourt (durÃ©e 3h00, coef 4) ; une Ã©tude de cas portant sur l&#39;option choisie par le candidat au sein de la spÃ©cialitÃ© au titre de laquelle il concourt. Cette Ã©preuve fait appel Ã l&#39;expÃ©rience technique et administrative du candidat (durÃ©e 4h00, coef 5).

Â - deux Ã©preuves d&#39;admission : une interrogation orale, Ã partir d&#39;une question tirÃ©e au sort, portant sur des notions gÃ©nÃ©rales relatives Ã l&#39;organisation et au fonctionnement des collectivitÃ©s territoriales (durÃ©e 15 mn aprÃ¨s une prÃ©paration de mÃªme durÃ©e, coef 3) ; un entretien portant sur l&#39;expÃ©rience, les connaissances et les aptitudes du candidat. Cet entretien a pour point de dÃ©part un exposÃ© par le candidat sur son expÃ©rience et consiste ensuite en des questions visant Ã permettre d&#39;apprÃ©cier ses facultÃ©s d&#39;analyse et de rÃ©flexion ainsi que son aptitude et sa motivation Ã exercer les missions incombant au cadre d&#39;emplois (durÃ©e 20mn, dont 5mn au plus d&#39;exposÃ©, coef 5).

Â ATTENTION : toute note infÃ©rieure Ã 5 dans l&#39;une des Ã©preuves d&#39;admissibilitÃ© entraÃªne l&#39;Ã©limination du candidat. **Â Le recrutement des techniciens supÃ©rieurs territoriaux** Ã l&#39;issue du concours, le jury arrÃªte une liste d&#39;aptitude Ã©tablie par ordre alphabÃ©tique. Le recrutement sur liste d&#39;aptitude valable sur tout le territoire franÃ§ais relÃ¨ve de la seule compÃ©tence de l&#39;autoritÃ© territoriale. L&#39;inscription sur la liste d&#39;aptitude est valable un an, renouvelable deux fois pour un an chacune. Le dÃ©compte de cette pÃ©riode est suspendu durant l&#39;accomplissement des obligations militaires ou en cas de congÃ© de maternitÃ© ou parental. La demande de renouvellement doit parvenir au centre national de la fonction publique territoriale un mois avant le terme de la premiÃ¨re annÃ©e d&#39;inscription sur la liste et pour un second renouvellement d&#39;une annÃ©e un mois avant le terme de la seconde annÃ©e d&#39;inscription sur la liste.

Â Les laurÃ©ats sont nommÃ©s techniciens territoriaux stagiaires pour une durÃ©e d&#39;un an et doivent suivre, avant la titularisation puis dans les deux suivant la titularisation, une pÃ©riode de formation de six mois constituÃ©e de sessions thÃ©oriques et de stages pratiques, Ã©ventuellement discontinus. L&#39;autoritÃ© territoriale peut Ã©galement dÃ©cider que la pÃ©riode de stage est prolongÃ©e pour une durÃ©e maximale de neuf mois.